

LES MONUMENTS ALBANAIS PENDANT LES 45 DERNIERES ANNEES

L'Albanie jouit du primat triste du pays dans lequel la variante enverrienne du bolchévisme trouva les applications les plus monstrueuses aux dépens de tout un peuple, transformant les 27 000 km carrés en un vrai camp de concentration. L'idée absurde et à la fois tyrannique de Lenin – le père du Parti-Etat – fut appliquée en Albanie par des extrêmes inimaginables. Toute la vie du pays fut soumise à un dirigisme de fer. Chaque activité politique, économique et culturelle était pilotée de façon perverse, soi-disant dans l'intérêt des idéaux socialistes, mais en fait, en faveur d'une caste assez limitée avec à sa tête le tyran, l'inspirateur et le dirigeant de toute activité. Dans ce contexte, même le problème de la valorisation du patrimoine culturel en général et celle des monuments culturels en particulier, en réalité était complètement soumise à la conception que la dualité Parti-Etat, réservait à ces problèmes. Le régime visait à instrumenter tout en faveur de l'idée fixe tant folle que antihumaine, que le soi-disant socialisme représentait le sommet absolu de l'évolution, bien qu'on parlât de dialectique. Cet instrumentalisme, pour la nature des monuments, n'influa pas sérieusement tous leurs genres. Le pseudo-mécénat cultivé du tyran, l'impossibilité des conservateurs de se mettre directement contre le régime, mais au contraire, la possibilité de les exploiter à des fins politiques, furent les conditions dans lesquelles se développa l'activité de la valorisation des monuments dans l'Albanie enverrienne. La trahison ouverte des intérêts nationaux comme le montra l'attitude du régime de l'époque envers les albanais en Yougoslavie et envers les citoyennes albanais, avec la pseudoexaltation pour le passé en tant qu'inspiratrice du «patriotisme socialiste», trouvait dans la protection des monuments un alibi commode afin de démentir l'antinationalisme extrême.

Si l'on posait tout simplement la question: Est-ce que la dictature protège les monuments? Par l'expérience albanaise, il serait impossible de donner une réponse large en temps et en espace. En général on peut dire qu'on a affaire à la même attitude que la dictature adoptait envers l'histoire, en surestimant les événements parallèles ou presque parallèles à la réalité de la dictature, laissant de côté les faits qui lui portaient atteinte.

Le concept du monument, au sens juridique culturel du terme, est relativement nouveau en Albanie. Malgré cela, l'instinct, si l'on peut dire, des gens simples et la conscience des gens cultivés dans l'Albanie arriérée après la deuxième guerre mondiale, ont influencé la sauvegarde d'une bonne partie de l'héritage culturel. Bien qu'il existât une loi sur la protection des monuments, il était pratiquement inactif puisqu'à l'époque il n'y avait pas d'œuvres qualifiées «monument culturel». La première liste des monuments albanais remonte à 1948, considérant ce limite temporel comme le commencement de la protection officielle des monuments situés au territoire albanais. Auprès de l'Institut des Sciences fut créé un petit secteur qui s'occuperait de recherches et d'interventions de conservation plutôt empiriques. L'intégration de ce secteur au «Groupe de la Culture Matérielle» auprès de l'Université de Tirana lequel était compétent de mettre sous la protection de l'Etat les monuments, permit une activité plus

dense dans ce domaine. En 1961 furent mis sous la protection de l'Etat en tant que villes-musées, deux perles de l'architecture populaire européenne, Berat et Gjirokastra. La création de l'Institut des Monuments Culturels en 1965 donna un élan à l'activité de la protection des monuments. L'expérience acquise permit aux jeunes spécialistes albanais d'entreprendre une activité systématique sur la recherche et la mise sous protection des constructions représentant des valeurs historiques et artistiques, rendant ainsi de plus en plus nombreuses les nouvelles listes des monuments. Dans cette activité les nouveaux spécialistes, selon leur conscience et leur niveau professionnel ont été libres de choisir les œuvres qui méritaient être inclus dans la liste des monuments. De différents genres de monuments, tels que des fortifications (préhistoriques, antiques, médiévales), des constructions de culte (églises, mosquées, tekkés), des constructions d'ingénierie (acqueduc, fragments de route, ponts), des constructions sociales (théâtres, amphithéâtres, temples, bains), des constructions populaires (quartiers ou villes musées, maisons particulières) augmentaient le nombre des objets compris dans la liste des monuments. Une partie de ces œuvres, essentiellement celles de culte, représentent des œuvres d'art surtout des fresques, des icônes, des sculptures en bois et en pierre. De pair à ces œuvres avec des valeurs culturelles incontestables, les plus hauts organes du Parti-Etat créèrent, respectant le superculte d'Enver Hoxha, des listes et mirent sous la protection de l'Etat 34 des monuments qui étaient liés à la soi-disante activité révolutionnaire du dictateur. A ces listes, il faut ajouter un nombre de constructions liées à l'histoire de la vie du Parti Communiste.

La mise sous protection des monuments fut accompagnée de la législation respectives, qui joua un rôle important dans la sauvegarde de ces œuvres. De pair à l'activité de recherche et de mise sous protection, fut développé davantage la restauration de ces œuvres surtout après la fondation de l'Institut des Monuments Culturels. S'appuyant sur les principes de la Charte de Venise, la restauration des monuments d'architecture en Albanie marque des réalisations bien réussies, loin de reconstructions, respectant dans la mesure du possible l'authenticité des valeurs. Pour des raisons que je vais expliquer par la suite, on ne peut pas affirmer la même chose pour les œuvres d'art. La restauration des monuments fut précédée de leur étude, celle-ci devenant un but à soi, puisque l'Institut des Monuments était pratiquement l'unique centre d'étude de l'histoire de l'architecture albanaise. Les publications de ce domaine sont représentées premièrement par la revue semestrielle «Monuments» dont le premier numéro parut en 1971. L'Institut a publié également une série d'albums et de monographies.

Du point de vue de l'organisation, l'Institut des Monuments Culturels était la seule institution chargée de la restauration des monuments en Albanie. Il se compose de plusieurs secteurs selon le genre des monuments. A l'Institut, tous les projets de restauration sont élaborés et exécutés par huit ateliers permanents, répandus dans les villes de l'Albanie, et dont l'activité dépend de l'Institut. Pendant les années de la dictature communiste, les

monuments de culte furent privés d'attention. Le but de substituer la religion traditionnelle par la « religion communiste » intolérante et antihumaine mena à l'interdiction de la religion dans le pays en 1967. Comme toujours quand on prenait de pareilles décisions, le dictateur disait qu'il exerçait ainsi la volonté du peuple. La révision des listes des monuments de culte par une commission spéciale, mit hors de liste quelques valeurs qui furent détruites immédiatement après. Si les représentants de l'Institut à cette commission n'avaient pas insisté les conséquences auraient été beaucoup plus négatives. L'interdiction de la religion eut pour conséquence la destruction d'un grand nombre de constructions de culte qui n'étaient pas comprises dans la liste des monuments. Prenant en considération l'expérience modeste des chercheurs albanais dans ce domaine, on peut admettre que la destruction de ces œuvres non qualifiées « monuments » causa de grandes pertes au fonds de la culture albanaise. Même pour les lieux de culte compris dans la liste des monuments, on ne fit pas grande attention. Le manque de l'exercice des rites religieux apporta de graves conséquences directes aux fresques et aux icônes. La négligence d'une spécialisation pour les restaurateurs des œuvres d'art et le manque d'une technologie adéquate firent accroître le rythme des endommagements. Les interventions de sauvetage entreprises par les jeunes restaurateurs albanais étaient insuffisantes. Entre temps, on faisait grande attention à la restauration des monuments qui se rattachaient à la figure d'Enver Hoxha et là-dessus on n'épargnait rien, tout était contrôlé par l'œil vigilant des dirigeants du parti. L'isolement complet du pays eut ses graves conséquences même dans le domaine des monuments. L'idée absurde de l'appui sur nos propres forces, qui, dans le cas des monuments, voulait dire se cloisonner dans une auto-spécialisation, donc loin de l'expérience contemporaine avancée, eut de graves conséquences pour les monuments albanais. Le peu de contacts avec les institutions parallèles ou les personnalités compétentes, n'apportèrent pratiquement rien d'important du fait qu'on était obligé de ne pas parler des besoins réels mais de mettre en relief les réussites en les attribuant tout le temps au régime au pouvoir. La méthode utilisée pour choisir les spécialistes, basée sur les liens familiaux ou individuels avec le parti, devenait un obstacle sérieux pour engager dans ce domaine les meilleurs spécialistes. Si l'on tient compte également de la prépondérance des dirigeants du parti, qui étaient des spécialistes « parfaits », et par leur ignorance commandaient la restauration, on comprendra dans quelles conditions on a travaillé en Albanie.

La révolution démocratique en Albanie apporta un nouveau climat dans le domaine culturel. L'expérience qualifiée professionnelle occupe la place qui lui convient dans le domaine des monuments. De pair aux avantages évidents qu'il est superflu de mentionner, il y a plusieurs problèmes qui se posent à la nouvelle situation. Les monuments en propriété privée dont la plupart appartiennent au domaine de l'architecture populaire, exigent de puissantes interventions financières afin de surmonter les limites prévues par la législation de la protection des monu-

ments. A cause des problèmes financiers qui se posent actuellement en Albanie et dans les conditions d'un budget assez modeste, le nombre des interventions de restauration a beaucoup diminué et les publications sont interrompues pour le moment. Naturellement il s'agit d'une situation passagère qu'on espère surmonter dans peu de temps. Le problème de spécialisation des restaurateurs, surtout des restaurateurs des œuvres d'art, devient imminent. Les relations avec les institutions parallèles qualifiées à l'étranger, représentent des alternatives plus réalistes pour un changement qualitatif dans le domaine des monuments, puisque la plupart d'entre eux renferment des valeurs balkaniques et quelquefois même européennes. L'utilisation des monuments à des fins touristiques devient actuellement un danger potentiel pour leurs valeurs.

Etant donné que les avantages et les désavantages demeurent en liaison dialectique, il nous incombe de conserver ce qui est bien du passé et de faire beaucoup d'efforts pour être inclus dans la mentalité avancée de l'époque. Dans ce contexte, j'aurais voulu souligner que non seulement en Albanie, mais dans tous les pays excommunistes il serait en faveur de notre noble cause, de garder le centralisme dans ce domaine. Il s'agit du droit inattaquable qu'un ou quelques institutions spécialisées développent leur activité pour la sauvegarde des monuments depuis les recherches jusqu'à l'application des travaux de restauration. Ainsi, on évitera le dilettantisme et les limites relativement larges de l'interprétation des principes de restauration ne permettront pas des attitudes erronées.